



**REPLACEMENT COMPLET DES ASCENSEURS DE 3 GROUPES D'ASCENSEURS
SUR LE SITE DE DUQUESNE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Référence de la consultation	PRA023375
Procédure	Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique



TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	4
Article 1.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur et maîtrise d’ouvrage.....	4
Article 1.2 – Maîtrise d’œuvre	4
Article 1.3 – Contrôleur technique.....	4
Article 1.4 – Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)	5
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	5
Article 2.1 - Objet du marché.....	5
Article 2.2 – Allotissement	5
Article 2.3 - Procédure de passation.....	5
Article 2.4 - Forme et étendue du marché.....	5
Article 2.5 - Durée du marché	5
Article 2.6 – Délais d’exécution.....	5
Article 2.6.1 - Prolongation des délais.....	6
Article 2.7 – Lieu d’exécution	6
Article 2.8 – Prestations similaires.....	7
Article 2.9 - Documents contractuels du marché.....	7
Article 2.10 - Représentation des parties du marché	7
Article 2.10.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur	8
Article 2.10.2 - Représentation du titulaire	8
Article 2.10.3 – Formes des notifications et informations	8
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
Article 3.1 Obligation de conseil	8
Article 3.2 Obligation d’information	8
Article 3.3 Obligation de résultat.....	9
Article 3.4 Obligation de confidentialité – Protection des données personnelles et mesures de sécurité	9
Article 3.5 Remplacement des intervenants	11
ARTICLE 4 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	11
ARTICLE 5 – CONSIDERATIONS SOCIALES	12
ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ	16
ARTICLE 6.1 - Prix du marché.....	16
Article 6.1.1 Forme et contenu des prix.....	16
Article 6.1.2 Modalités de révision des prix.....	16

ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER	17
Article 7.1 Avance	17
Article 7.2 Modalités de règlement.....	18
Article 7.2.2 – Décomptes.....	18
Présentation des projets de décompte mensuels.....	18
Vérification des projets de décompte par l’administration	18
Projet de décompte final	19
Validation du décompte général	20
Acceptation du décompte général et définitif.....	20
Article 7.3 Retenue de garantie et de cautionnement.....	21
Article 7.4 Cession et nantissement de créances	21
Article 7.5 Intérêts moratoires	21
Article 7.6 Modalités de facturation	22
Article 7.7 Modalités de transmission des factures	22
Article 7.8 Taux de TVA.....	23
Article 7.9 Monnaie	23
ARTICLE 8 - PILOTAGE DU MARCHÉ	23
Article 8.1 Démarrage du marché	23
Article 8.2 Suivi du marché – Réunions de chantier	24
ARTICLE 9 – PENALITES.....	24
Article 9.1 Plafonnement des pénalités.....	26
Article 9.2 Seuil d’exonération des pénalités	26
ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN	26
ARTICLE 11 – LANGUE	27
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE	28
ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX	29
Article 13.1 Contrôle et réception des livrables	29
Article 13.2 Modalités de réception des travaux.....	30
Article 13.2.1 Réception partielle	30
Article 13.3 Délai de levée de réserves	30
Article 13.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	31
ARTICLE 14 - GARANTIES CONTRACTUELLES	31
Article 14.1 Garantie de parfait achèvement.....	31
Article 14.2 Garantie décennale	31

Article 14.3 Garantie de bon fonctionnement	31
Article 14.4 Garantie d’approvisionnement	31
ARTICLE 15 – ASSURANCES	31
ARTICLE 16 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	32
ARTICLE 17 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	33
ARTICLE 18 – RESILIATION	33
ARTICLE 19 – LITIGES ET CONTENTIEUX	33
ARTICLE 20 - DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX.....	34

ARTICLE 1 - ACHETEUR

ARTICLE 1.1 - REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAITRISE D’OUVRAGE

Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

Direction des Finances, des Achats et des Services (DFAS)

Sous-direction des achats et du développement durable (SDADD)

Service des Patrimoines (SPAT)

Bureau des travaux et de l’exploitation (BTEX)

Dénommés les ministères sociaux, sis 14 avenue Duquesne, 75007 Paris, représenté par le Directeur des Finances, des Achats et des Services.

ARTICLE 1.2 – MAITRISE D’ŒUVRE

SOCOTEC SMART SOLUTIONS – ASCAUDIT GROUPE

155 rue du Dr Bauer
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

ARTICLE 1.3 – CONTROLEUR TECHNIQUE

Bureau Veritas

Frédéric BLICQ

9 Cours du Triangle 6 92800 Puteaux

Etablissement : 17 rue Louise Dory 92230 Romainville

Mél : frederic.blicq@bureauveritas.com

ARTICLE 1.4 – COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Assistance, Conseil, Ingénierie (ACI)

Séverine POIDEVIN

5 bis, rue du Bois – 60220 Boutavent

Tél : 03.64.19.80.30

Mél : severine.poidevin@aci-bet.com.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

ARTICLE 2.1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché de travaux a pour objet le remplacement complet des ascenseurs de 3 groupes d'ascenseurs sur le site de Duquesne sis 14 avenue Duquesne 75007 Paris.

Les attendus techniques figurent dans le Cahier des clauses techniques et particulières (CCTP)

Le code CPV est le suivant :

45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs
------------	-------------------------------------

ARTICLE 2.2 – ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas dévolu en lot conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique. En effet, le marché ne comprend pas de prestations distinctes.

ARTICLE 2.3 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2.4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire, le montant total figurera dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 2.5 - DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché court à compter de la notification de l'ordre de service (OS) de démarrage jusqu'à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 2.6 – DELAIS D'EXECUTION

Dispositions générales – délai d'exécution global

Les études et les travaux doivent être réalisés dans un délai global de 111 semaines à compter de la date de notification de l'OS de démarrage avec un phasage comme suit : intervention sur un appareil à la fois et les batteries d'ascenseurs les unes à la suite des autres (Triplex F puis Triplex N puis Duplex O). Dans ce délai global,

sont compris la ou les périodes de préparation, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en l'état des emplacements mis à disposition du titulaire pour l'exécution des travaux.

Dispositions applicables à la phase de préparation

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, l'ordre de service n°1 fixera la date de démarrage de la période de préparation ainsi que la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, cette durée est fixée à 3,5 mois.

Cette durée court à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage.

Cette phase de préparation comprendra :

- Elaboration et remise des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages ;
- Prise de mesures, études et plans d'exécution des ouvrages ;
- Commande et approvisionnement des matériaux/ matériels nécessaires au remplacement ;
- Contact et coordination avec les sous-traitants éventuels et organisation du planning.

Le délai global proposé dans l'offre du titulaire deviendra ainsi le délai contractuel d'exécution des travaux.

Le délai détaillé d'exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d'exécution) par le titulaire du marché et validé par la maîtrise d'œuvre.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire, le calendrier détaillé peut être modifié par la maîtrise d'œuvre dans la limite du délai global d'exécution.

Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par le maître d'œuvre sur la base du calendrier prévisionnel fourni par le titulaire dans son offre.

Article 2.6.1 - Prolongation des délais

Les délais d'exécution ne pourront être prolongés que dans les conditions prévues aux articles 18.2 et suivants du CCAG-Travaux.

ARTICLE 2.7 – LIEU D'EXECUTION

L'ensemble des prestations décrites dans le CCTP sont menées à bien sur le site suivant :

<p style="text-align: center;">Site domanial Duquesne 14 avenue Duquesne 75007 Paris.</p>
--

Les travaux seront réalisés en site occupé, le maintien et la continuité du service public hébergé constituent une obligation pour le titulaire.

Les travaux devront être réalisés entre 8h et 18h, du lundi au vendredi, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage pour des interventions spécifiques en dehors de ces plages horaires.

Les livraisons de matériel pourront être effectuées entre 6h et 8h, sous réserve d'un accord préalable.

Les travaux gênants ou bruyants seront, selon indication du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage, réalisées en horaires décalés pendant les jours et heures définies ci-après :

- Du lundi au vendredi : de 7h00 à 9h00 ou de 12h00 à 14h00 ou après 18h00 sur accord de la maîtrise d'ouvrage ;
- Le samedi de 9h00 à 16h00 sur accord de la maîtrise d'ouvrage ;
- Tous les autres jours et horaires d'intervention définis d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire est susceptible d'intervenir en dehors des jours et heures définis ci-avant afin de respecter les délais contractuels. Ces interventions n'ouvrent droit à aucune indemnité au titulaire.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à des interruptions de chantier en cas de nuisances trop importantes.

ARTICLE 2.8 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des prestations similaires.

Ce(s) nouveau(x) marché(s) est/sont alors négocié(s) directement le titulaire du marché.

Ce(s) marché(s) doit/doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché et ne peut/peuvent bouleverser son économie.

ARTICLE 2.9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux exigences de l'article 28.2 du CCAG de référence et comportant les dates de début et de fin de travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes ;
 - Annexe n°1 : Prescriptions techniques ;
 - Annexe n°2 : Cartographie des ascenseurs ;
 - Annexe n° 3 : Fiche des caractéristiques (à renseigner).
 - Annexe n°4 : Diagnostic Amiante Avant Travaux
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG travaux) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les seuls originaux, détenus au sein des services de l'administration, font foi en cas de litige.
Les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

ARTICLE 2.10 - REPRESENTATION DES PARTIES DU MARCHE

Article 2.10.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques « référent du marché », qui seront habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

Article 2.10.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique et un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché.

Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. En cas de modification de cet interlocuteur, le titulaire doit en aviser la maîtrise d'ouvrage au moins sept jours avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de récuser le remplaçant si elle estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial. Dans ce cas, le titulaire devra présenter un remplaçant adéquat dans les 10 jours suivant le refus de la maîtrise d'ouvrage de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis. Il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Article 2.10.3 – Formes des notifications et informations

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se feront par messagerie électronique.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 3.1 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations. En cas de manquements, ce dernier ne pourra pas réclamer un supplément de prix, ni s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 3.2 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. En cas de changement du représentant en son sein, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur sous 7 jours.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante* : <https://www.e-attestations.com/>

L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 3.3 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Ainsi, le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art et à remettre l'ensemble des livrables associés dans les délais impartis avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestation, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution. De même, il coopérera de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

ARTICLE 3.4 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Il est fait application de l'article 5 du CCAG-Travaux. Les données détenues par l'administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'administration. Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'administration. Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux sous-traitants du titulaire. En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le représentant du maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou poursuites pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire, personne morale ainsi que contre les personnes physiques à titre personnel.

Confidentialité et protection des données personnelles

En application des dispositions de l'article 5.2 du CCAG-Travaux, et d'une façon générale, en application du règlement de l'union européenne n°2016-679 "RGPD", le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 9 du présent CCAP.

Mesure de sécurité sur le site des travaux et agrément des intervenants

L'attention du titulaire est particulièrement appelée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

L'accès au site est subordonné à l'autorisation accordée par le service de sécurité des ministères sociaux en charge des contrôles d'accès du site où sont réalisés les travaux.

Les demandes d'autorisations seront sollicitées auprès du responsable du site.

Tout personnel non-habilité ne pourra être accepté sur le chantier.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir :

- les photocopies recto-verso et lisibles des pièces d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour accompagné d'un justificatif de domicile) pour l'ensemble de son personnel et des éventuels sous-traitants appelés à intervenir sur le chantier ;
- La liste du personnel, et les pièces demandées, doivent parvenir au représentant de la maîtrise d'ouvrage par voie électronique exclusivement.

Cet envoi doit respecter les contraintes suivantes :

- un dossier par e-mail, avec dans le sujet du message : nom du site + nom de l'entreprise + nom et prénom de la personne ; - format Excel ou compatible pour la liste du personnel ; - format JPG, JPEG, TIFF, BMP ou PDF pour les copies de pièces d'identités.

Après fourniture par le titulaire de cette liste nominative, le service de sécurité établira pour chacun des intervenants permanents, un badge pour accéder au site, ce badge comporte la photo du titulaire, le nom de la société ainsi que la durée du chantier.

L'entrée dans les locaux s'effectuera après l'attribution d'un badge " travaux " pour chacun des intervenants.

Les badges devront être portés de manière visible par les personnels appelés à circuler dans les locaux.

Le délai d'instruction d'une demande d'autorisation est de six (6) semaines maximums.

Toute demande incomplète quant aux pièces justificatives (ou toute transmission de pièces illisibles) entraînera un retard dans l'instruction du dossier, retard qui sera imputable à l'entreprise titulaire ou sous-traitante.

En cas de refus d'accès au personnel du titulaire pour des raisons de sécurité, celui-ci devra présenter des remplaçants sans pouvoir demander d'indemnités.

Le ministère se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des personnels du titulaire ne donnant pas satisfaction et de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire.

Le stationnement des véhicules n'est pas assuré par le ministère, en dehors des livraisons ponctuelles pour les besoins du chantier. Les emplacements des véhicules et les accès seront précisés conjointement par le responsable de la sécurité et du site.

Dispositions relatives aux travaux exécutés sur site occupé

Les travaux seront à exécuter en milieu occupé. Le titulaire certifie donc avoir pris connaissance des sujétions et des coûts des contraintes de chantier entraînés par la protection des personnes et des biens. Les nuisances du chantier doivent être réduites au minimum.

Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel le règlement intérieur et de sécurité propre au site. Il est interdit au personnel du titulaire :

- D'introduire ou consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ;
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse ;
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances ;
- de manquer de respect aux agents publics ou aux usagers ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- de se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise (travail dissimulé).

Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Il est précisé, qu'en complément des obligations imposées au titulaire en application de l'article 35 du CCAG-Travaux relatives aux dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, le titulaire doit s'assurer que les transporteurs intervenant sur le lieu des travaux disposent d'une assurance responsabilité civile couvrant les dommages de toutes natures résultant de leur fait ou de celui de leurs employés.

Signalisation des chantiers

Le titulaire assure la signalisation des différents chantiers engendrés par les prestations dues au titre du présent marché demandé par l'administration, et prend toutes dispositions nécessaires qu'il jugera utiles afin de protéger l'ensemble du personnel de la personne publique et du personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site, lors de travaux lui incombant au titre du présent marché.

ARTICLE 3.5 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire avertit sans délai l'administration en cas de modification de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation. En effet, si l'un des membres de l'équipe dédiée n'est plus en mesure d'accomplir la tâche, le titulaire :

- Avise sans délai le service commanditaire et prend, toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de la prestation ;
- Propose à la personne publique, un remplacement disposant de compétences, niveau d'expérience et de qualification équivalent en indiquant : nom, titre et CV.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède immédiatement au remplacement des intervenants nommément désignés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

ARTICLE 4 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Il est demandé au titulaire de veiller :

- à la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique, il privilégie les produits éco-labellisés ou équivalent ;
- aux actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- à limiter les nuisances sonores, olfactives etc. ;
- à la prévention de la production de déchets et leur orientation vers les filières de valorisation le cas échéant.

Le titulaire respectera les prescriptions mentionnées à l'article 36 du CCAG Travaux au titre de la gestion des déchets de chantier.

Communication BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de ministères sociaux mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ou équivalent et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. A ce titre, le soumissionnaire démontre avoir réalisé son BEGES et le plan de transition associé l'année précédant celle au cours de laquelle la consultation a été lancée.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 5 – CONSIDERATIONS SOCIALES

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable à l'ensemble de cet appel d'offres.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)

- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Libellé	Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution de l'opération
Unique	Remplacement des ascenseurs sur le site de Duquesne	800 heures

Sera contractualisé dans l'acte d'engagement le nombre d'heures que le soumissionnaire aura annoncé dans son offre.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés au règlement de consultation, est donc contractualisés dans l'acte d'engagement (AE).

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA

Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

alphonse.mabiala@epec.paris

07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (article 11.11 du présent CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

Caroline.FRAILE@sg.social.gouv.fr

beatrice.calvet@epec.paris

en copie

alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ

ARTICLE 6.1 - PRIX DU MARCHÉ

Article 6.1.1 Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations notamment la tenue des réunions, suivi et pilotage ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- frais de coordination, de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances le cas échéant ;
- frais de coordination, contrôles effectués par le mandataire au titre du groupement momentané d'entreprises.

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

Article 6.1.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres, ou de la date de remise de l'offre finale en cas de négociations.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG Travaux, les prix du marché sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché. La révision s'applique uniquement sur les montants des travaux restants à réaliser à la date de mise en œuvre de la formule de révision.

Le titulaire devra communiquer à l'administration les prix révisés applicables pour l'année suivante en précisant le détail des calculs ainsi que le pourcentage d'évolution par rapport aux prix précédents.

A défaut de transmission dans les délais impartis de 1 mois suivant la date anniversaire du marché, les prix demeurent applicables.

Les prix initiaux sont révisibles par référence à l'indice BT48.

La lecture de l'indice se réalise sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710980> - Index du bâtiment – BT48 – Ascenseurs – Base 2010 – Identifiant : 001710980.

Conformément à l'article 12.2.1 de du CCAG de référence, les acomptes mensuels versés au titulaire comportent l'effet de la révision des prix.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P0 (BT48m/BT480)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé H.T.V.A.

P0 = Prix de l'offre initiale H.T.V.A.

BT48m = Valeur de l'index du bâtiment – BT48 -Ascenseurs – Base 2010 Identifiant 00170980 (la valeur de l'indice correspond à celle publiée, lue à la date anniversaire de la notification du marché ;

BT480 = Valeur de ce même indice publiée, lue au mois MO.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Modification d'un indice

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le ministère porteur.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER

ARTICLE 7.1 AVANCE

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Dans le cas d'un marché à tranche optionnelle, une avance est versée pour chaque tranche affermie dans les mêmes conditions.

Conformément à l'option 1 du CCAG de référence, le titulaire bénéficie d'une avance calculée comme suit : le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12, R2191-14 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

Elle s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte, de règlement partiel définitif ou de solde.

ARTICLE 7.2 MODALITES DE REGLEMENT

Article 7.2.1 Modalités de paiement des travaux de remplacement des ascenseurs

Le règlement des comptes se réalise par des acomptes et un solde établi et réglé dans les conditions visées à l'article 12 du CCAG de référence.

Article 7.2.2 – Décomptes

Présentation des projets de décompte mensuels

Les projets de décompte mensuels établis par le titulaire doivent comporter les informations listées à l'article 12.1.7 du CCAG travaux et sont présentés comme suit :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et le cas échéant celles des sous-traitants payés directement accompagnée de l'attestation de paiement direct (noms et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète s'il s'agit d'une personne morale) ;
- les références du marché (numéro chorus du marché et numéro d'engagement juridique) et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- l'objet du marché ;
- le numéro d'acompte ou de situation ;
- la période au cours de laquelle ont été effectués les travaux qui font l'objet de la demande de paiement ;
- le descriptif des travaux relevant de la demande d'acompte mentionnant les calculs des quantités prises en compte ;
- le calcul avec justifications à l'appui, des coefficients de révision de prix ;
- le détail des révisions de prix pratiquées ;
- Le cas échéant, les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire lorsque ceux-ci sont éligibles au paiement direct ;

Le titulaire joint les attestations de paiement direct (une pièce jointe par attestation).

- son numéro de SIRET (14 chiffres) et les références du compte à créditer.

Les projets de décomptes sont adressés au maître d'œuvre suivant les modalités mentionnées au présent article.

Vérification des projets de décompte par l'administration

Le titulaire dresse un projet de décompte des travaux exécutés avant la fin de chaque mois et le transmet au maître d'œuvre via la solution dématérialisée de l'Etat Chorus Pro mentionnée à l'article 7.7 du CCAP.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à dix (10) jours calendaires à compter de la date du dépôt du projet par le titulaire dans chorus Pro.

Le projet de décompte mensuel accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG travaux, est ensuite transmis par ce dernier, via Chorus Pro au maître d'ouvrage qui le valide et le transmet à son service financier pour mise en paiement.

Le délai de paiement est de trente (30) jours après réception du projet de décompte par le maître d'œuvre, sa vérification et sa validation.

Les modifications intervenues sur les montants facturés par le titulaire sont notifiées au titulaire dans un délai de trente (30) jours à dater de la réception des documents dans les bureaux de la personne publique.

Ces modifications entraînent une interruption du délai de paiement au sens des articles R2192- 27 à R2192-30 du code de la commande publique.

Projet de décompte final

Au minimum 30 jours après la notification du PV de réception, le titulaire établit un projet de décompte final en lieu et place du dernier décompte mensuel conformément à l'article 12.3.1 du CCAG Travaux.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le titulaire indiquera dans ce document les observations qu'il a émises et qui n'ont pas été acceptées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

A défaut, il est réputé les avoir abandonnées.

Le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre.

Une copie est également adressée à l'administration.

A défaut de transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit directement le projet de décompte général dans les conditions visées aux articles 12.3.4 du CCAG de référence.

Projet de décompte général

Le maître d'œuvre procède à la vérification du projet de décompte final remis par le titulaire.

Si le maître d'œuvre constate des erreurs dans le report des différents montants (montant total du marché, des acomptes, des avances, des révisions des prix, des sommes dues aux sous-traitants,), il retourne le projet de décompte final au titulaire accompagné de ses observations ; une copie est adressée à l'administration.

Le titulaire doit alors procéder aux corrections demandées.

Si le titulaire n'est pas intervenu dans les délais indiqués pour lever les réserves, le maître d'œuvre peut surseoir à statuer sur ce projet et mettre en œuvre la procédure de refaction.

Si le maître d'œuvre considère que le projet de décompte final est acceptable, il établit le projet de décompte général sur cette base et le transmet à l'administration.

Le projet de décompte général comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde ;
- Au débit du titulaire : les pénalités restantes dues et les retenues diverses (réfactions, remises en état, ...).

Toute somme demandée par le titulaire et refusée par le maître d'œuvre, ainsi que toute somme non justifiée par les pièces du marché (travaux supplémentaires non acceptés, réserves non levées, litiges ou réclamations, demande indemnitaire, ...) fait l'objet d'une note motivée du maître d'œuvre justifiant l'acceptation ou le rejet desdites sommes, afin que l'administration puisse se prononcer en toute connaissance de cause.

Validation du décompte général

L'administration dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la réception du projet de décompte général et, le cas échéant, de la note motivée du maître d'œuvre, pour signer le décompte Général et le notifier au titulaire, une copie est adressée au maître d'œuvre.

Durant ce délai, la personne publique procède à toutes les vérifications nécessaires. Le cas échéant, l'administration peut demander des corrections, des justifications ou des précisions complémentaires au maître d'œuvre.

Dans cette hypothèse, le délai de vérification est interrompu et un nouveau délai de 30 jours court à compter de la date de réception de la réponse du maître d'œuvre.

Le cas échéant, le décompte général reprend toutes les sommes que l'administration estime devoir retenir au titulaire et qui n'ont pas été payées par lui (réfaction pour non levée des réserves, remises en état des lieux, pénalités, ...).

En cas de désaccord sur les sommes à admettre ou d'inexécution du maître d'œuvre, l'administration arrête elle-même le décompte général sur la base des sommes admises conformément à l'article 12.3.3 du CCAG de référence.

Acceptation du décompte général et définitif

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jour calendaire à partir de la notification du décompte général pour faire part à l'administration, avec copie au maître d'œuvre, de son accord (décompte général revêtu de sa signature) ou pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer (mémoire en réclamation conformément à l'article 55.1 du CCAG Travaux).

Si le décompte général est signé du titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

L'administration dispose alors d'un délai de 30 jours, à compter de la réception du décompte signé du titulaire, pour procéder au paiement du solde.

En cas de mémoire en réclamation, l'administration dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour faire connaître sa position au titulaire.

Le silence gardé par l'administration vaut rejet de la demande et maintien du décompte général initial.

En cas de rejet de son mémoire en réclamation, le titulaire pourra saisir le Tribunal Administratif de Paris.

A défaut, si le titulaire ne renvoie pas au maître d'ouvrage le décompte général signé dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte général, ou s'il n'a pas motivé son refus de signer ou ses réserves, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage devient le décompte général définitif tacite et le titulaire ne pourra plus le contester, pas plus que les actes pris pour son exécution (notamment les titres de recette).

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de 30 jours à compter de la réception des réserves du titulaire, les sommes admises dans le décompte général.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

ARTICLE 7.3 RETENUE DE GARANTIE ET DE CAUTIONNEMENT

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5 % du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public. Ce taux est limité à 3 % pour les PME. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R.2191-36 du Code de la commande publique. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées par l'administration et non corrigées par le titulaire.

ARTICLE 7.4 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - à l'arrêté du 11 avril 2023 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

ARTICLE 7.5 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 7.6 MODALITES DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire à l'admission des prestations par l'administration.

Toute facture reçue par l'administration avant cette validation définitive sera rejetée.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- le site concerné par les travaux ;
- la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le montant total hors taxes et TTC et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique indiqué en haut à droite du bon de commande) ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le RIB du prestataire.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 7.7 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a. Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

a) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

[https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1 /rubrique « nous contacter »](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique%20nous%20contacter%20)

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs concernés (micro entreprises) d'adresser leurs factures par courrier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

**Ministère des solidarités et de la santé
SCBCM des Ministères sociaux
78/84 rue Olivier de Serres
75739 Paris cedex**

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux (14, avenue Duquesne- 75350 PARIS 07 SP) :

stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr
batiste.herland@cbcm.social.gouv.fr

ARTICLE 7.8 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 7.9 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

ARTICLE 8 - PILOTAGE DU MARCHÉ

ARTICLE 8.1 DEMARRAGE DU MARCHÉ

Une réunion de lancement est organisée par le pouvoir adjudicateur et le titulaire sur le site de Duquesne, dans un délai de 20 jour calendaire au plus tard suivant la notification du marché.

Cette réunion de cadrage permettra de valider le planning des interventions, d'agréer les modalités de reporting et d'assurer la bonne compréhension mutuelle des prestations à réaliser.

Les deux parties procéderont à la validation des interlocuteurs dédiés au suivi du présent marché ainsi que les modalités d'échanges périodiques entre le maître d'œuvre et le représentant du titulaire.

ARTICLE 8.2 SUIVI DU MARCHÉ – REUNIONS DE CHANTIER

Pour suivre l'exécution des travaux, les parties tiendront des réunions de chantier dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

La participation du titulaire à chacune des réunions de chantier est obligatoire sous peine de pénalités.

Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum hebdomadaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- État d'avancement des travaux ;
- Identifier les risques de dépassement des délais et mesures de remédiation ;
- Suivi des acomptes et demandes de paiement, facturation à venir ;
- Écarts, suspens par rapport aux exigences du CCTP ;
- Examen des difficultés rencontrées et déploiement d'un plan d'action correctif ;
- Aspects sécuritaire et environnemental (gestion des déchets, etc.)

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire, qui devra être transmis à l'administration par voie dématérialisée dans un délai de 5 jours ouvrés au plus tard suivant la date de la réunion.

Ces réunions de chantier se tiendront de préférence en présentiel ou par défaut en visioconférence.

ARTICLE 9 – PENALITES

Le présent marché déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire et sont applicables dans les conditions visées à l'article 19.2.4 du CCAG de référence.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours.

Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risque du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

NATURE DE LA PENALITE	FAIT GENERATEUR	MONTANT EN € HT
Retard sur le délai global de réalisation des travaux incluant le retard dans le repliement et le nettoyage des installations ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement	Retard constaté par le maitre d'œuvre	200 € par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai global indiqué dans le planning d'intervention
Retard dans l'exécution d'une demande formulée dans un compte-rendu de chantier	Retard constaté à une demande formulée sur le compte-rendu de chantier	150 € forfaitaire par jour de retard à l'issue du délai mentionné dans le compte-rendu de chantier
Non-conformité des travaux au regard du plan et des spécifications techniques ou défaut de réalisation	Constat par le maître d'œuvre	150 € par manquement
Non-levée des réserves prononcées lors de la réception ou la mise en service de chaque ascenseur	Si des réserves sont stipulées dans le procès-verbal de réception établi par le maître d'œuvre, elles seront levées dans le délai indiqué sur ce document. Pour les observations dûment constatées comme non-réalisées et en l'absence de justification sérieuse du titulaire.	300 € par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution fixé par le procès-verbal.
Présence de réserves à l'issue de la levée des réserves initiale	Constat par le maître d'œuvre	500 € par manquement
Non-remise des livrables (documents fournis avant et après exécution) <u>Avant exécution</u> : Planning détaillé, études, caractéristiques du matériel, note de calculs pour visa du maître d'œuvre. <u>Après exécution</u> : Dossier conforme à l'exécution comprenant : dossier des ouvrages exécutés (DOE), plans des ouvrages exécutés, PV d'essais, marques, types, caractéristiques du matériel installé.	En cas de retard dans la remise des plans et autres documents attendus. Les plans et documents à fournir s'entendent des plans et des documents qu'il a établi ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs à l'exclusion des documents dont la production incombe à l'administration	150 € par jour calendaire de retard et par document à compter du délai de remise mentionné aux articles 8.1 à 8.2 du CCTP
Absence aux rendez-vous de chantier	Absence à un rendez-vous de chantier ou non-présence à une convocation adressée par l'administration ou le maître d'œuvre – constatation sur le compte-rendu de chantier	150 € forfaitaire par absence sauf cas de force majeure dûment notifié avant l'heure fixé
Non-respect des procédures de prévention, organisation et sécurité	Manquement à la procédure de prévention mis en place sur le chantier constaté par le maitre d'œuvre ou le coordonnateur Hygiène et Sécurité – constatation sur le compte-rendu de chantier (absence de protections individuelle, non-port du badge)	150 € forfaitaire par manquement
Violation de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, de l'obligation de confidentialité et de sécurité	Constatation par l'administration	300 € forfaitaire par manquement

Violation de la réglementation sur la gestion des déchets (identification, évacuation, traitement, valorisation)	Constatation par l'administration	300 € par manquement
Sous-traitance occulte	Constatation par l'administration	1500 € par manquement
Inobservation de l'obligation de propreté	Constatation de l'administration (base vie, abords du chantier)	150 € par manquement
Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	Constat par le facilitateur EPEC	90 € par heure d'insertion non réalisée
Non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion	Constat par le facilitateur EPEC	75 € par jour de retard à compter de la mise en demeure
Non-transmission du BEGES	Défaut de transmission du BEGES sur constat	100€ par jour de retard

ARTICLE 9.1 PLAFONNEMENT DES PENALITES

En application de l'article 19.2.2 du CCAG de référence, le montant total des pénalités de retard appliqué au titulaire ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

Le total des autres pénalités (autre que pénalité de retard) est aussi plafonné à 10% du prix HT du marché.

ARTICLE 9.2 SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'en apprécier l'étendue lorsque les pénalités dues sont manifestement excessives au regard de l'équilibre économique du contrat et, le cas échéant, de les moduler.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché peut faire l'objet de modifications quel qu'en soit leur montant.

Elles pourront être à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire. Ces modifications ne pourront en aucun cas modifier la nature globale du contrat.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications possibles ainsi que les conditions dans lesquelles il peut être fait usage sont précisées ci-après :

L'acheteur peut, selon la survenance du besoin, solliciter le titulaire :

- En cas d'imprévus défini comme « des événements ou des circonstances non prévus au moment de la signature du marché, et qui affectent de manière significative, le déroulement des travaux. Cela inclut, sans caractère exhaustif :
 - Des conditions de site imprévues (ex : découverte de matériaux dangereux tels que le plomb, amiante, contraintes structurelles non identifiées) ;
 - Des modifications réglementaires ou législatives impactant les travaux ;
 - Des adaptations techniques des infrastructures existantes devenues nécessaires à l'installation des nouveaux équipements ;
 - Des événements de force majeure ;

- Les incidences au projet liées aux demandes formulées par le bureau de contrôle et validées par le maître d'ouvrage ;
- Les incidences au projet liées aux demandes formulées par le coordinateur sécurité et validées par le maître d'ouvrage.

En cas d'imprévus, les deux parties conviennent de se réunir pour examiner les conséquences de ces modifications et, le cas échéant, de négocier un ajustement du prix initial, des travaux supplémentaires par voie d'avenant.

Les deux parties se chargeront de déterminer : l'évaluation chiffrée de l'impact des changements sur la durée et la complexité de la mission en indiquant le pourcentage de majoration, minoration par rapport aux prix précédemment applicables.

Le titulaire soumettra une proposition d'ajustement des conditions contractuelles, incluant des modifications nécessaires du planning, des coûts et des ressources. Les ajustements proposés devront être justifiés et proportionnés à l'impact de l'imprévu, ils pourront notamment inclure :

- Une extension des délais d'exécution ;
- Une révision des coûts, incluant les coûts supplémentaires directement liés à l'imprévu ;
- Des modifications de spécifications techniques ou des méthodes de travail.

Dans ces hypothèses, les parties procéderont à un réexamen des conditions économiques du marché notamment du prix, dans un délai de 1 mois maximum à compter de la demande.

Toute modification résultant de ce réexamen fera l'objet d'un avenant au présent marché en application de la présente clause qui précisera la date d'effet et les impacts financiers.

Il sera procédé à une mise à jour des annexes financières et les modifications correspondantes dans les facturations et paiements débiteront à la date précisée dans l'avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix ;
- L'ajustement de la clause butoir à la baisse ou à la hausse ;
- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution ou l'entrée en vigueur de normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, des réceptions de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 – LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution des prestations de service sous la réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur en application de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique, et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance consolidée au 1er avril 2019.

Conformément à l'article L.2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 euros TTC (seuil fixé à l'article R.2193-10 Code de la commande publique), le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne responsable du marché est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (le titulaire devra en outre transmettre le RIB du sous-traitant);
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du titre IV s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Conformément à l'article R.2193-4 du Code de la commande publique, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jour à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Conformément à l'article R.2193-5 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial et que les dispositions du chapitre Ier du titre IX s'appliquent, il demande à l'acheteur, sans préjudice des dispositions relatives à l'acceptation du sous-traitant de la sous-section 1 de la section 1, la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2193-6, lorsque l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances. Conformément à l'article R.2193-7, l'acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R.2193-6 ne lui a pas été remise.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jour à compter de la réception des documents mentionnés au premier alinéa et à l'article R.2193-3 vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Conformément à l'article R.2193-8 du Code de la commande publique, toute modification en cours d'exécution du marché dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes nécessite la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter

de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt la pénalité prévue à l'article 9 présent CCAP.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Tâches essentielles : sans objet.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 13.1 CONTROLE ET RECEPTION DES LIVRABLES

Documents à fournir avant l'exécution des travaux – le planning de remise des livrables avant le début d'exécution des travaux est le suivant :

Livable	Délai de remise (en jours calendaires)
Plans d'exécution des ascenseurs (un plan par groupe d'ascenseurs triplex / duplex)	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1 – ODS N°1
Planning d'exécution	15 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1 – ODS N°1
Fiches techniques des matériaux utilisés	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1 – ODS N°1
Plaquettes et échantillons des finitions	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1 – ODS N°1

Documents à fournir après l'exécution des travaux

Livable	Délai de remise en jours ouvrés
Dossier conforme à l'exécution mentionné à l'article 5 du CCTP	Dans un délai de 10 jours suivant à l'achèvement de chaque opération de travaux
DOE (un par appareil) – sous format électronique	Au plus tard le jour de signature du PV de réception pour chaque appareil

Modalités de délivrance du visa

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Travaux demeurent applicables.

ARTICLE 13.2 MODALITES DE RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux s'effectue conformément aux stipulations prévues aux articles 41 à 43 du CCAG-Travaux relatifs à la réception, aux réceptions partielles et à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, la réception sera effectuée dans un délai de 15 jours après achèvement complet des travaux (CCTP – Art.7).

La réception sera réalisée par le maître de l'ouvrage conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG/Travaux.

Le titulaire avise le service commanditaire ou son représentant, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

L'administration (ou le maître d'œuvre, le cas échéant) procède alors aux opérations préalables à la réception des ouvrages, conformément à l'article 41.2 du CCAG/Travaux.

La réception ne pourra être prononcée qu'à la condition de la réalisation concluante :

- De tous les essais sur site ;
- De tous les essais avec l'organisme de contrôle agréé ;
- De tous les essais d'ensemble ;
- De la fourniture de l'attestation CE de l'appareil
- De la fourniture de la documentation, y compris du DOE mentionné à l'article 40 du CCAG de référence.

La réception est ensuite prononcée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues par l'article 41.3 du CCAG/Travaux.

Si la décision est assortie de réserves, par dérogation l'article 41.6 du CCAG Travaux, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de trente (30) jours après la date de notification de la décision de réception.

Article 13.2.1 Réception partielle

Conformément à l'article 42 du CCAG Travaux, des réceptions partielles par ascenseur pourront être prononcées pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée une fois que ceux-ci sont terminés et mise en service. Dans ce cas, les délais de garantie de toutes natures ne prendront effet qu'à compter de la date de la réception prévue supra.

ARTICLE 13.3 DELAI DE LEVEE DE RESERVES

En application de l'article 41.5 du CCAG-Travaux, s'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception, prévu à l'article 41.2 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Au terme des travaux, le titulaire devra :

- Procéder à l'évacuation des déblais ;
- Nettoyer les installations ;
- Réparer et remettre en état les installations détériorées.

Un constat contradictoire de l'état des locaux est établi lors de la réception des travaux. La comparaison avec l'état établi lors de la prise de possession des locaux déterminera les éventuels travaux ou opérations à effectuer.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour lever les réserves.

A défaut, passé ce délai, sans mise en demeure préalable, une réfaction sera opérée sur les sommes dues au titulaire au prorata des imperfections.

ARTICLE 14 - GARANTIES CONTRACTUELLES

Pendant la période de garantie due par l'entreprise au titre des prestations de travaux, le titulaire, au titre de la maintenance, assiste le maître d'ouvrage pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons, et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du maître d'ouvrage, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

ARTICLE 14.1 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie de parfait achèvement et son éventuelle prolongation, visés respectivement aux articles 44.1 et 44.2 du CCAG-Travaux, sont seuls applicables.

ARTICLE 14.2 GARANTIE DECENNALE

Conformément aux dispositions de l'article 1792 du code civil, le maître d'ouvrage est garanti contre les désordres constatés qui affectent la solidité de l'ouvrage et le rendent impropre à l'usage auquel il est destiné et contre les malfaçons qui compromettent la solidité des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert dans l'ouvrage, durant le délai décennal. Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date d'effet de la réception, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42, à la date d'effet de cette réception partielle.

ARTICLE 14.3 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 1792-3 du code civil, le maître d'ouvrage est garanti contre les désordres qui affectent les éléments d'équipement dissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Cette garantie est d'une durée minimale de deux années.

ARTICLE 14.4 GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT

Le titulaire devra pouvoir assurer une garantie d'approvisionnement de la totalité des pièces détachées pendant 10 ans minimum. Pendant la période de garantie, le titulaire est tenu de remplacer ou de réparer à ses frais, tous éléments défectueux.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire souscrit une **assurance de responsabilité civile professionnelle** permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Assurance de responsabilité civile décennale

Le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances.

L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

L'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation pour faute du marché en application de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 16 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

ARTICLE 17 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Les dispositions des articles 52.2, 52.3, 52.4 du CCAG de référence s'appliquent.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit dans le cas des circonstances particulières extérieures au marché, mentionnées à l'article 50.1 du CCAG-Travaux ;
- soit du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG-Travaux ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux ;
- soit pour motif d'intérêt général en application de l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire.

Sous réserve des stipulations particulières mentionnées à l'article 50 du CCAG-Travaux, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En application des dispositions de l'article 51.2.1, en cas de résiliation du marché, une liquidation des comptes est effectuée.

Le décompte de résiliation du marché, qui se substitue au décompte général prévu à l'article 12.4.2, est arrêté par décision du maître d'ouvrage et notifié au titulaire.

L'article 50 du CCAG-Travaux précise, selon les cas, si le titulaire a droit à être indemnisé du fait de la décision de résiliation.

ARTICLE 19 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché selon les modalités prévues à l'article 55.1 du CCAG travaux.

Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.2 à 55.4 du CCAG-Travaux.

La loi française est seule applicable.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Paris

ARTICLE 20 - DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX

Les dérogations au CCAG-TRAVAUX sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2.6	28.1	Durée de la phase préparatoire
2.6 – Dispositions applicables à la phase de préparation	18.1.1	Ordre de service – démarrage de la phase préparatoire et démarrage de l'exécution des travaux
6.1.2	10.5	Révision des prix
9.2	19.2.1	Pénalités
13	41.3	Réception des travaux
13	41.6	Réception des travaux – réserves
9	19.2.3	Pénalités